

### Immatriculation au Registraire des entreprises du Québec

Avant de demander un permis à l'Office, vous devez immatriculer votre entreprise au [Registraire des entreprises du Québec](#). Si des changements doivent être apportés à votre immatriculation, il est souhaitable de les faire dans le site Web du Registraire **avant** de demander votre permis.

#### DOCUMENTS REQUIS

Veillez vous assurer d'inclure les documents suivants dans votre envoi et de les transmettre à l'adresse figurant au bas de cette page. L'absence d'un ou des documents retardera la délivrance du permis. Une demande de délivrance de permis n'est réputée reçue que si elle contient tous les renseignements requis, les droits exigibles et les documents requis :

- Formulaire *Demande de permis d'agent de recouvrement* complété.
- Chèque fait à l'ordre du ministre des Finances pour l'acquittement des droits qui doit porter la même date que la demande. Veuillez vous référer au document *Grille des tarifs et cautionnements*, ou aux [tarifs](#) présentés dans le site Web de l'Office.
- Original du cautionnement au montant requis. Veuillez vous référer au document *Grille des tarifs et cautionnements* ou aux [tarifs](#) présentés dans le site Web de l'Office. Voir la section Cautionnement ci-dessous pour plus d'information sur le cautionnement à fournir.
- Formulaire *Engagement du commerçant*, dans le cas où le cautionnement est fourni sous forme d'obligation au porteur ou en espèces.

#### CAUTIONNEMENT

Le cautionnement prévu est exigé pour garantir une certaine protection des consommateurs. Il sert d'abord à l'indemnisation d'une personne qui a obtenu un jugement final dans le cas visé à l'article 49 de la Loi sur le recouvrement de certaines créances. Le cautionnement doit être fourni selon l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Police de cautionnement individuel : Le cautionnement peut être obtenu auprès d'une compagnie d'assurances.
- Obligation au porteur : Le cautionnement sera conservé par le ministre des Finances. Vous devez remplir le formulaire d'engagement du commerçant. À fréquence régulière, une évaluation de la valeur marchande de l'obligation sera faite. Si cette valeur s'avérait inférieure au cautionnement requis, vous serez appelé à parfaire le cautionnement exigé. Veuillez prendre note que l'obligation restera en notre possession 3 ans après la date d'échéance du permis.
- En espèces (argent, chèque visé, mandat-poste ou mandat de banque) : Le cautionnement sera conservé par le ministre des Finances, mais ne portera pas intérêt. Vous devez remplir le formulaire d'engagement du commerçant. Veuillez prendre note que le cautionnement ne sera remboursé que 3 ans après la date d'échéance du permis.

Réservé à l'Office

Réservé à l'Office

N° de permis :

N° de commerçant :

NEQ :

Examiné par :

Date :

**Section 1 : Immatriculation légale du commerçant**

Nom de l'entité légale telle qu'immatriculée au Registraire des entreprises du Québec :

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :

Date de fin de l'exercice financier :

Liste de tous les autres noms sous lesquels vous faites affaire pour vos activités d'agent de recouvrement (si l'espace est insuffisant, veuillez joindre une annexe) :

Date de naissance si personne physique (aaaa-mm-jj) :

Nom de la personne-ressource :

Téléphone :

Poste :

Cellulaire :

Courriel :

**Coordonnées de l'établissement principal au Québec**

Numéro, rue, bureau :

Ville :

Téléphone :

Province :

Télécopieur :

Code postal :

Courriel :

**Traitement prioritaire :**

Oui

Non

**BCH** : des frais supplémentaires s'élevant à 50% du coût du permis sont exigés pour un traitement prioritaire.**Section 2 : Adresse de correspondance**

Inscrire l'adresse de correspondance si elle diffère de l'adresse de l'établissement principal.

**Adresse de correspondance**

Numéro, rue, bureau :

Ville :

Téléphone :

Province :

Télécopieur :

Code postal :

Courriel :

## Section 3 : Renseignements sur le compte en fidéicommis

N° d'institution (3 chiffres) :

N° de transit (5 chiffres) :

N° de compte (7 à 9 chiffres) :

Nom de l'institution :

**Adresse**

Numéro, rue, bureau :

Ville :

Téléphone :

Province :

Télécopieur :

Code postal :

Courriel :

## Section 4 : Renseignements sur les associés ou les administrateurs

Inscrire le nom, la date de naissance, l'adresse du domicile, le numéro de téléphone, la fonction et le pourcentage de participation des associés ou des administrateurs. S'assurer que les renseignements fournis ci-dessous sont conformes à ceux déclarés au Registraire des entreprises du Québec.

(Si l'espace est insuffisant, veuillez joindre une annexe.)

Prénom :

Nom :

**Adresse du domicile**

Numéro, rue, appartement :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

Fonction dans l'entreprise :

Pourcentage de participation dans l'entreprise :

Prénom :

Nom :

**Adresse du domicile**

Numéro, rue, appartement :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

Fonction dans l'entreprise :

Pourcentage de participation dans l'entreprise :

Prénom :

Nom :

**Adresse du domicile**

Numéro, rue, appartement :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

Fonction dans l'entreprise :

Pourcentage de participation dans l'entreprise :

Prénom :

Nom :

**Adresse du domicile**

Numéro, rue, appartement :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

Fonction dans l'entreprise :

Pourcentage de participation dans l'entreprise :

## Section 5 : Renseignements sur les représentants

Inscrire le nom, la date de naissance, l'adresse du domicile et le numéro de téléphone de tous les représentants connus. Veuillez prendre note que, dans le cas d'une personne morale, les administrateurs, s'ils font de la représentation, sont considérés comme représentants.

(Si l'espace est insuffisant, veuillez joindre une annexe.)

Cochez cette case si aucun représentant n'est connu à ce jour.

Prénom :	Nom :
<b>Adresse du domicile</b>	
Numéro, rue, appartement :	
Ville :	Province :
Code postal :	Téléphone :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	Courriel :

Prénom :	Nom :
<b>Adresse du domicile</b>	
Numéro, rue, appartement :	
Ville :	Province :
Code postal :	Téléphone :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	Courriel :

Prénom :	Nom :
<b>Adresse du domicile</b>	
Numéro, rue, appartement :	
Ville :	Province :
Code postal :	Téléphone :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	Courriel :

Prénom :	Nom :
<b>Adresse du domicile</b>	
Numéro, rue, appartement :	
Ville :	Province :
Code postal :	Téléphone :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	Courriel :

Prénom :	Nom :
<b>Adresse du domicile</b>	
Numéro, rue, appartement :	
Ville :	Province :
Code postal :	Téléphone :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	Courriel :



**Section 6 : Déclaration et certification**

JE DÉCLARE ne pas être un failli non libéré.

JE DÉCLARE ne pas avoir été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes, d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application, d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu de la partie IX ou en vertu des articles 423 ou 426 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46).

Pour toute réponse négative aux déclarations précédentes, veuillez joindre un document explicatif en annexe.

**Certification**

JE DÉCLARE que les renseignements fournis dans la présente demande et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

Je reconnais que le commerçant doit aviser le président de l'Office de la protection du consommateur, dans un délai de 15 jours, de tout changement d'adresse, de nom, d'administrateur, dans le cas d'une personne morale, ou d'associé, dans le cas d'une société.

Signataire dûment autorisé :

Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

[en lettres moulées]

Signature :

Date de signature :

Fonction :

On entend par « signataire dûment autorisé » une personne faisant partie du conseil d'administration ou toute autre personne autorisée par une résolution du conseil d'administration. Commet une infraction toute personne qui fait une fausse déclaration dans une demande de permis.